

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

Un regard sur l'actualité

27/03/2026

L'Amérique est en quête de négociations avec l'Iran et propose un plan humiliant

Le président américain Trump a déclaré, le 23/03/2026, que les États-Unis étaient en contact avec un dirigeant iranien dont il n'a pas révélé le nom. Il a déclaré : « *Je pense qu'il est l'une des personnalités les plus respectées ; c'est un dirigeant. Il était très rationnel. Cependant, il n'est pas le guide.* »

Le site américain Axios, citant un responsable de l'entité sioniste dont le nom n'a pas été divulgué, a évoqué « *la possibilité que cet interlocuteur soit le président du Conseil consultatif islamique d'Iran, Mohammad Bagher Ghalibaf* ».

Cependant, Ghalibaf a démenti cela sur la plateforme X en déclarant : « *Aucune négociation n'a eu lieu avec les États-Unis. Ces fausses informations sont utilisées pour manipuler les marchés financiers et pétroliers et pour permettre à l'Amérique et à l'entité sioniste de sortir du borbier dans lequel elles se sont embourbées.* »

Le New York Times, citant des responsables dont il n'a pas révélé l'identité, a indiqué que des contacts directs avaient eu lieu ces derniers jours entre le ministre iranien des Affaires étrangères Abbas Araghchi et l'envoyé spécial de Trump, Steve Witkoff. Cependant, aucune des deux parties ne l'a confirmé.

Le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Ismail Bekayi, a également confirmé que la partie iranienne avait reçu ces derniers jours, de la part de pays amis, des messages concernant une demande américaine de négociation visant à mettre fin à la guerre.

Le lendemain, le 24/03/2026, un plan en 15 points proposé à l'Iran par Trump par l'intermédiaire de médiateurs pakistanais a été rendu public. Ce plan a été présenté comme la base des négociations. Ces points correspondent à des principes déjà négociés auparavant, après quoi l'Amérique et l'entité sioniste avaient lancé une attaque conjointe contre l'Iran.

Le plan prévoit le démantèlement complet du programme nucléaire iranien, la fermeture des réacteurs nucléaires de Natanz, Fordo et Ispahan, la remise à l'étranger des stocks d'uranium enrichi et l'importation depuis l'extérieur de l'uranium nécessaire à des fins civiles. Il comprend également la mise en place d'un mécanisme strict de contrôle du programme nucléaire et de ses sources d'approvisionnement, l'arrêt du programme de missiles balistiques et de la production de drones, la cessation du soutien aux acteurs régionaux — tels que son parti au Liban — ainsi que la réouverture des voies maritimes en contrepartie de la levée des sanctions.

Si l'Iran accepte ces conditions, cela signifiera qu'il a été vaincu dans la guerre et qu'il n'est plus capable de résister. Cela signifie également sa capitulation, son effondrement et l'établissement de la domination américaine sur lui. Cette situation permettra à l'Amérique d'aller plus loin, jusqu'à changer le régime et à le rendre dépendant d'elle.

L'entité sioniste annonce un plan pour établir une zone tampon au Sud du Liban

Le ministre de la Défense de l'entité sioniste, Israël Katz, a déclaré le 24/03/2026 que ses forces prendraient le contrôle de la zone du sud du Liban jusqu'au fleuve Litani. Il a déclaré : « *Les populations déplacées ne retourneront pas au sud du Litani tant que la sécurité des colons situés au nord de l'entité sioniste ne sera pas assurée.* »

Il a également déclaré : « *Nos forces ont fait exploser les cinq ponts utilisés par le Hezbollah sur le fleuve Litani... Les autres ponts ainsi que la zone de sécurité s'étendant jusqu'au Litani seront également placés sous contrôle.* »

Il a également précisé que lui-même et son Premier ministre Netanyahu avaient donné l'ordre à l'armée d'accélérer la destruction des habitations des Libanais situées dans les villages de la ligne de front. Il a ajouté que cela visait à éliminer les menaces contre les zones de l'entité sioniste et que tous les ponts sur le Litani seraient détruits.

L'ennemi détruit les ponts du fleuve Litani et annonce qu'il prendra le contrôle de la zone située au sud du fleuve afin d'en faire une zone sécurisée pour lui-même. Cette zone s'étend jusqu'à environ 30 kilomètres de profondeur à partir des frontières de l'occupation sioniste de 1948.

En revanche, les dirigeants libanais s'engagent dans une recherche de paix avec cet ennemi criminel, qui n'accepte que la soumission, l'humiliation et le fait de travailler pour son propre compte. Il a déjà agi ainsi avec l'Autorité palestinienne. De même, une situation similaire s'est produite avec le régime syrien dirigé par al-Jolani, qui s'est soumis et humilié : l'entité sioniste a établi une zone tampon dans le sud de la Syrie s'étendant jusqu'à la capitale, Damas.

Le Premier ministre libanais Nawaf Salam a annoncé, le 19/03/2026 sur la chaîne américaine CNN, avoir envoyé un message au président américain Trump demandant son aide pour mettre fin au conflit au Liban. Il a déclaré : « *Je tiens à confirmer au président Trump que nous sommes prêts à entamer immédiatement des négociations avec l'entité sioniste.* »

Il a également qualifié l'Amérique — ennemie de l'Islam et des musulmans, menant une guerre contre l'Iran et soutenant l'entité sioniste dans le génocide à Gaza — de « partenaire stratégique », affirmant que le président Trump était la partie la plus à même de mettre fin à la guerre.

Salam a affirmé que le Liban payait le prix du conflit entre l'entité sioniste et l'Iran et a présenté le peuple libanais comme une victime. Pourtant, l'entité sioniste vise également le Liban. En effet, son Premier ministre Netanyahu a déclaré vouloir établir le « Grand Israël » du Nil à l'Euphrate, ce qui signifie que le Liban fait partie de ce projet et qu'il est destiné à être contrôlé.

Si le Premier ministre libanais et les dirigeants du pays possédaient un minimum de dignité, ils mobiliseraient l'armée, déclareraient le jihad contre l'entité sioniste et appelleraient le peuple libanais à combattre dans le sentier d'Allah. Dans ce cas, toutes les forces armées pourraient être rassemblées sous l'autorité de l'État, puis l'ennemi serait dissuadé.

En effet, le peuple libanais a, depuis les attaques de l'entité sioniste qui ont commencé dans les années 1970, démontré à de nombreuses reprises sa capacité à lui résister et à lui infliger des défaites.

Premier ministre australien : les jeunes du Hizb ut-Tahrir l'ont contraint à quitter la mosquée

Le journal Independent a rapporté le 20/03/2026 que des manifestants avaient protesté et hué le Premier ministre australien Anthony Albanese et le ministre de l'Intérieur Tony Burke lors

de leur visite à la mosquée de Lakemba, située dans l'ouest de Sydney et considérée comme la plus grande du pays, à l'occasion de la prière de l'Aïd al-Fitr. Les manifestants ont exprimé leur colère face à la position de l'Australie concernant les attaques de son allié, l'entité sioniste, contre Gaza.

Ils leur ont également demandé de quitter la mosquée et les ont accusés de soutenir le génocide commis par l'entité sioniste à Gaza. Un agent de sécurité a été vu plaquant au sol l'un des manifestants avant de l'éloigner. Peu après, le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur ont quitté la mosquée en raison des protestations. Les manifestants les ont suivis en criant : « Honte à vous ! »

Le Premier ministre a cependant affirmé que la visite s'était très bien déroulée, déclarant que seuls deux individus avaient provoqué des troubles parmi une foule de 30 000 personnes. Il a également indiqué que « *certains mécontentements étaient liés à la décision du gouvernement de classer Hizb ut-Tahrir comme groupe de haine interdit ce mois-ci* ».

Le journal a également rapporté que lors de la visite en février du président de l'entité sioniste, Isaac Herzog, en Australie à l'invitation du Premier ministre, de grandes manifestations avaient eu lieu.

Les responsables occidentaux visitent les mosquées à l'occasion d'événements religieux dans le but de tromper les musulmans et de donner l'impression qu'ils ne sont pas hostiles à l'Islam et aux musulmans. En réalité, ils œuvrent contre les musulmans ; ils cherchent à les dissoudre en les faisant se fondre dans leurs sociétés, c'est-à-dire à leur faire adopter la culture occidentale et les politiques soutenant l'entité sioniste, et à les amener à renoncer à leur identité et à leur culture islamiques.

Quant au Hizb ut-Tahrir, il s'oppose à tout cela, sensibilise les musulmans à leur propre culture et les encourage à s'attacher fermement à leur identité islamique. C'est pourquoi les États occidentaux restreignent les activités des jeunes du Hizb ut-Tahrir ; après l'Allemagne et la Grande-Bretagne, l'Australie a également rejoint les pays ayant interdit ce mouvement.

Rédigé pour le Bureau central des médias du Hizb ut-Tahrir

Esad Mansur